

Web-hebdo
géopolitique

L'organe géopolitique de L'OGB (Lys noir) réagit
chaque semaine à l'actualité militaro-sécuritaire

Géo Arsenal

Webzine hebdomadaire gratuit - N° 4 - nouvelle série - geoarsenal.m6m@gmail.com - 06 62 66 82 48



Dossier :
Le futur
attentat
islamiste
sera-t-il
nucléaire ?

Dossiers :
La Russie
financerait
des partis
politiques
en Europe

**Faudrait-il
une nouvelle
Allemagne
divisée ?**

Belgique : la base arrière

Hebdomadaire gratuit du Web diffusé par courriel à 105.000 adresses

Editorial

Mollembeek pour ne plus ignorer...

Dans dans le Hudson NY, Soeren Kern décrit une «*occupation sans tanks ni soldats*» des villes européennes par les musulmans.

En effet, partout, et pas seulement à Mollenbeek, les islamistes intensifient la création de zones interdites aux non-musulmans dans les villes d'Europe. La plupart de ces « zones interdites » fonctionnent comme des micro-états gouvernés par la charia, dirait Eric Zemmour. Les autorités des pays d'accueil ont, semble-t-il, perdu le contrôle de ces quartiers et dans plusieurs cas, les services publics n'ont plus accès, tels que la police, les pompiers et les ambulances.

Naturellement, ces « zones interdites » sont le résultat de décennies de politique multiculturelle qui ont encouragé les musulmans à créer des sociétés parallèles et à vivre dans l'auto-ségrégation plutôt que de s'intégrer dans leurs pays d'accueil européens. Partout ou devrait régner le «vivre ensemble», règne une réalité infiniment plus forte, plus humaine, plus légitime, et moins verbeuse : l'entre-soi.

En Grande-Bretagne, par exemple, le groupe musulman « Muslims against the Crusades » a lancé une campagne pour transformer douze villes anglaises, incluant ce qu'ils appellent « Londonistan », en états islamiques indépendants. Ces soi-disant émirats islamiques fonctionneraient comme des enclaves autonomes, soumises à la charia et opérant complètement en dehors du droit britannique.

Cet « Islamic Emirates Project » cite les villes de Birmingham, Bradford, Derby, Dewsbury, Leeds, Leicester, Liverpool, Luton, Manchester, Sheffield, ainsi que Waltham Forest au nord-est de Londres, et Tower Hamlets à l'est, en tant que territoires appelés à être entièrement soumis à la charia.

A Tower Hamlets (aussi nommé République islamique de Tower Hamlets) des prédicateurs musulmans dénommés Tower Hamlets Talibans profèrent régulièrement des menaces de mort contre les femmes ne portant pas le voile. Les rues avoisinantes ont été placardées d'affiches avertissant : « Vous entrez dans une zone contrôlée par la charia : la loi islamique s'applique ici ». Toutes les publicités jugées offensantes pour les musulmans sont systématiquement vandalisées ou recouvertes de spray noir.

A Luton, dans le quartier de Bury Park, les musulmans sont accusés d'opérer un nettoyage ethnique en harcelant les non-musulmans au point que la plupart ont déménagé loin du voisinage des musulmans. Dans les West Midlands, deux prédicateurs chrétiens ont été accusés de « crime de haine » pour avoir distribué des feuillets des évangiles dans une zone à prédominance musulmane de Birmingham. A Leytonstone, à l'est de Londres, l'extrémiste musulman Abu Izzadeen a hurlé : « Comment osez-vous venir dans une zone musulmane ? » contre le précédent Home Secretary, M. John Reid.

En France, de larges secteurs de quartiers musulmans sont considérés comme « zones de non-droit » par la police française. Récemment on a décompté 751 « zones urbaines sensibles, les «ZUS» comme on les appelle par euphémisme. Une liste complète de ces «ZUS et coutumes» se trouve sur un site officiel du gouvernement français, avec cartes satellites et démarcations précises des rues. On estime entre six à huit millions les musulmans vivant dans ces ZUS, des zones entières dont la République a perdu le contrôle.

C'est tout cela que Mollenbeek met devant nos yeux sans plus nous donner le droit de détourner le regard.

L'Europe

L'arrestation du terroriste islamiste Salah Abdeslam, impliqué dans les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et à Sainte-Denis, dans le quartier Molenbeek de Bruxelles a placé la capitale belge à la tête des villes islamistes d'Europe. Molenbeek notamment dépasse de loin toutes les autres villes d'Europe, si on excepte évidemment une foule de quartiers français considérés officiellement comme sûrs et contrôlés...

En effet, durant plusieurs mois, le terroriste a pu profiter de nombreux et solides réseaux organisés dans cette plaque tournante connue du djihadisme pour se cacher et se mettre à l'abri de la police. Les difficultés à avancer des enquêteurs depuis novembre pour retrouver le djihadiste ainsi que les innombrables perquisitions réalisées montrent à quel point la ville est devenue une zone de non-droit, en tout cas de non-droit belge. Le droit belge y a été remplacé par la loi des racailles islamistes, mélange de loi de caïds immigrés de banlieue et de charia.

Symboliquement, l'idée de la ville de Bruxelles en tant que capitale du djihadisme ne manque pas de perspicacité. La capitale belge, par son laxisme vis-à-vis de l'islamisation, vue d'abord comme un «enrichissement culturel», une «ouverture à l'autre», une ville «fière de son multiculturalisme», a importé au coeur de l'Europe les soldats de l'Etat islamique. Il s'agit bien évidemment d'une preuve de justice immanente qui frappe de honte la capitale de l'Union européenne, qui par sa politique extérieure a poussé à la catastrophe au Moyen-Orient, et qui s'importe désormais et depuis janvier 2015 en Europe.

(Suite page ci-contre)

L'ENQUÊTE CONTINUE

L'arrestation jeudi de Reda Kriket à Boulogne-Billancourt et ses liens avec Abdelhamid Abaoud, le cerveau des attentats du 13 novembre, place de nouveau sous les projecteurs une nébuleuse franco-belge au cœur des attentats de Paris et Saint-Denis et des attaques de Bruxelles le 22 mars. Un réseau que, dans une véritable course contre la montre, les enquêteurs ont entrepris de démanteler. Outre Reda Kriket en France, neuf suspects ont ainsi été interpellés avant le week-end dans l'agglomération bruxelloise: trois ont été arrêtés vendredi dans les communes de Schaerbeek, Forest et Saint-Gilles. Six autres ont été appréhendés jeudi lors d'une série d'interventions à Schaerbeek, Bruxelles et Jette. Trois ont été libérés vendredi et trois autres placés en détention provisoire. Au fil des semaines, et la traque continue encore, les enquêteurs français et belges dévoilent ainsi peu à peu les contours d'une conspiration terroriste plus étoffée encore que celle qui a frappé New York en 2001

En plein centre de l'espace oligarchique européen, les terroristes ont frappé sur dans un Bruxelles où les musulmans sont désormais aussi nombreux (ou presque) qu'à Mossoul...

punie là où elle pêche...



La politique de l'Union européenne, ne parvenant pas à la puissance politique, du fait de divisions internes et certainement d'un manque de volonté de concurrencer la politique étatsunienne sur laquelle l'Union est de toute façon alignée, se contente d'un influent soft power pro-démocratie et pro-droits de l'homme, qui sert de justification morale aux plans américains. En effet, en Syrie, le soft power de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC, remplaçante de l'ancienne PESD), qui revendique la volonté d'exporter absolument partout la démocratie libérale, vue comme modèle indépassable pour le monde entier, a empêché toute pacification du pays au début de la crise il y a cinq ans, en rejetant toute négociation avec le Président Bachar El-Assad, accusé de tirer sur son peuple (l'hypocrisie de ce soft power démocratique de l'Union européenne est dans la différence de traitement dont a profité le Président ukrainien Porochenko, qui a bombardé pourtant allégrement les populations de l'Est de l'Ukraine...).

La PSDC a donc contribué à l'émergence et au renforcement de l'Etat islamique, au Moyen-Orient puis en Europe.

De plus, l'Union européenne a forcé les

Etats européens (certains – notamment l'Allemagne – étaient certes très volontaires) à gérer la crise qu'elle avait créée en Syrie, en accueillant les réfugiés fuyant la guerre sur les territoires syriens et irakiens. Des millions de pauvres gens ont ainsi déferlé vers l'Europe, par la faute de cette PSDC. Dans ces vagues migratoires se cachaient et se cachent évidemment encore des centaines de djihadistes en puissance ou de djihadistes tout court, qui s'apprentent à frapper de façon spectaculaire.

L'Etat islamique a vu dans cette politique d'accueil germano-européenne, une opportunité en or pour infiltrer l'Europe, et frapper le moment venu comme jamais encore.

Enfin Bruxelles a fait figure de ville ouverte pour l'immigration. La capitale belge et européenne passe pour une ville jeune, moderne et ouverte à tous les flux culturelo-migratoires, une ville-monde, peuplée de foules étrangères et non-européennes, mais dont la diversité persiste à être vue par les technocrates de l'Union européenne qui vivent dans des quartiers sécurisés et bien à l'écart de Molenbeek comme une richesse.

Les soldats d'allah sont ingrats, et ce sont les pays les plus accueillants de ces vagues terroristo-migratoires (France, Belgique, Royaume-Uni) qui subissent le plus violemment les assauts terroristes. Bruxelles, capitale de l'Union européenne, et capitale européenne du terrorisme a été frappée. Cela est triste mais le symbole est fort. La pseudo-forteresse du soft power démocratique s'est écroulée sous le premier assaut d'importance des hordes barbares importées par ces technocrates moralisateurs.

L'attentat de cette semaine, qui a causé plus de 30 morts dans la capitale belge laisse présager de nouvelles attaques. Des centaines - peut-être des milliers - de terroristes attendent et s'apprentent à frapper. La Belgique, dont l'Etat ne dispose pas de réglementations spéciales type état d'urgence, convulse. La capitale européenne, déracinée et reniée (en l'honneur des victimes, l'hymne à la joie a été joué à Bruxelles, le vendredi saint à 15h!), symbole de tout le déracinement occidental, s'appête à s'écrouler. La seule question qui vaille : que sortira-t-il des décombres qui resteront ?...

Vincent Lefebvre

Quand un républicain est en colère, son premier réflexe, c'est la guerre, plus de guerre, toujours plus de guerre... Y compris contre l'air du temps... La monomanie de la guerre, relayée jusqu'à l'extrême gauche, empêche désormais en France tout réflexe diplomatique, toute position réaliste...

Plus la République est nue plus elle promet la guerre

Plusieurs jeunes musulmans haineux ont provoqué mardi la police aux abords de l'aéroport Zaventem de Bruxelles, rapportent les médias belges.

Trois explosions venaient pourtant de se produire à l'aéroport international de Zaventem et à la station de métro de Maelbeek. Le bilan provisoire fait état de 34 morts et plus de 200 blessés...

Vendredi déjà, les policiers belges avaient déjà essayé quelques jets de projectiles, principalement des bouteilles, lors de l'opération à Molenbeek qui a abouti à l'arrestation du terroriste islamiste Salah Abdeslam.

Bref, la police belge sait qu'en traquant les terroristes elle agit en milieu hostile... C'est ainsi toute la construction philo-immigrationniste qui se fracasse une nouvelle fois contre les mâchoires d'acier du réel.

Naturellement, Eric Zemmour jubile : *« Avec ses élus clientélistes, socialistes, communistes, humanistes, pacifistes, écologistes, de droite aussi, qui, comme cette élue de Molenbeek, Sarah Turine, estiment qu'il faut « recréer le lien affectif », et « lutter contre les discriminations, pour que les jeunes soient plus forts contre les discours de haine ». On leur a trouvé des noms : les « ghettos », les « territoires perdus de la République », les « zones de non-droit ».*

Des noms mensongers pour dissimuler la réalité. Les Molenbeek français, comme leur homologue belge, sont des territoires où les mœurs sont musulmanes, où les paysages commerciaux sont musulmans, où les vêtements sont musulmans, où la sociabilité (pas de femmes dans les cafés ni en rue) est musulmane... »

Mais Zemmour n'est pas seul. Il est renforcé désormais par Malek Boutih qui croit encore à la République ou plutôt à ce qu'il en reste au milieu du champ des contradictions... Invité ce jeudi 24 mars sur RTL, le député socialiste de l'Essonne est venu pousser un coup de gueule. Après les attentats de Bruxelles, l'ancien président de SOS Racisme ne décolère pas : *"Ça suffit les minutes de silence comme seul bilan politique. On n'arrête pas d'enchaîner des minutes de silence et trois jours après, on retourne dans nos petites polémiques qui n'ont aucun intérêt. Si le gouvernement et les membres du Parlement ne se mettent pas au travail pour lut-*

ter contre les ghettos, les Molenbeek qu'il y a chez nous, contre les fractures, on va vers des demains très difficiles..."

La colère est froide, l'émotion affleure. Après les attentats qui ont secoué Paris en janvier puis novembre et maintenant ceux de Bruxelles, Malek Boutih appelle à un sursaut républicain. *« Il faut couper le robinet aux djihadistes (...) Après chaque attentat, il y a plus de candidats au djihad. Les gosses qui y vont ne sont pas des décérébrés mais ils sont convaincus », analyse-t-il. La jeunesse, une proie de choix pour les recruteurs de Daech : "On a une pente générale dans le monde, où la jeunesse se radicalise face à une démocratie qu'elle considère en carton (...) Une partie de la jeunesse ne se contente pas du monde que nous lui léguons (...) les djihadistes sont une offre politique pour elle".*

Et comme la République de Malek Boutih a toujours su davantage faire la guerre que philosopher ou donner du sens à la vie... Le député socialiste anti-raciste et anti national appelle *"Un gouvernement de guerre"*

Constat terrible qui appelle des réponses à la hauteur : *« J'attendais lors du dernier remaniement que le gouvernement forme un gouvernement de guerre (...) Il ne s'agit pas d'y mettre des militaires mais que l'ensemble des ministères convergent vers un seul objectif, protéger la France », regrette Malek Boutih. Lui veut en finir avec le temps de la "fainéantise" des responsables politiques : "Il faut émanciper les gosses de banlieues (...) et renforcer la ceinture de sécurité républicaine". Quitte à ce que l'Etat prenne directement les choses en mains pour "lutter contre les Molenbeek qu'il y a chez nous" : "L'intérêt de la Nation doit être supérieur (...), les endroits où il y a un échec républicain (...) doivent être mis sous tutelle... ».*

Quant au débat sur la déchéance de nationalité, le député ne fait pas mystère de sa conviction : *« La question est de redéfinir les contours de la communauté nationale (...) Est français celui qui veut défendre la France. N'est pas français celui qui veut la détruire ». La réponse est simple. Simpliste, diront certains. La République comme seul salut, donc, l'urgence en plus. Et une ceinture*



républicaine à tous les niveaux de notre démocratie, que ce soit dans les banlieues ou dans les urnes. Car, juge Malek Boutih, « un des rêves des terroristes est que madame Le Pen prenne le pouvoir en France ».

Alors que la sagesse consisterait à reconnaître diplomatiquement Daech et de discuter avec l'Etat Islamique afin qu'il aille porter ses bombes ailleurs et qu'il n'allume pas chez nous une communauté musulmane forte de quinze millions d'individus, Malek Boutih, républicain en bandoulière, semble bien pressé d'aller faire la guerre....

Jacques Pujol

Guerre vociférante mais prudente... La république a perdu toute capacité de conduire une politique subtile et virile à la fois...

Faut-il traiter avec Daech ?



par Pierre Frachon

L'Islam vue par Claude Levy- Strauss

Dans son ouvrage «Tristes Tropiques» (Éditions Plon, 1955) Claude Lévi-Strauss faisait cette remarque pertinente à propos de l'Islam.

(...) si un corps de garde pouvait être religieux, l'Islam paraîtrait sa religion idéale : stricte observance du règlement (prières cinq fois par jour, chacun exigeant 50 genuflexions), revues de détails et soins de propreté (les ablutions rituelles); promiscuité masculine dans la vie spirituelle comme dans l'accomplissement des fonctions organiques; et pas de femmes. (...) Grande religion qui se fonde moins sur l'évidence d'une révélation que sur l'impuissance à nouer des liens au-dehors. En face de la bienveillance universelle du bouddhisme, du désir chrétien du dialogue, l'intolérance musulmane adopte une forme inconsciente chez ceux qui s'en rendent coupables; car s'ils ne cherchent pas toujours, de façon brutale, à amener autrui à partager leur vérité, ils sont pourtant (et c'est plus grave) incapables de supporter l'existence d'autrui comme autrui. Le seul moyen pour eux de se mettre à l'abri du doute et de l'humiliation consiste dans une "néantisation" d'autrui, considéré comme témoin d'une autre foi et d'une autre conduite. La fraternité islamique est la converse d'une exclusive contre les infidèles qui ne peut pas s'avouer, puisque en se reconnaissant comme telle, elle équivaldrait à les reconnaître eux-mêmes comme existants.

Tristes Tropiques
(Pages 466-7)

La manif contre la peur a été annulée...

Dimanche soir, on apprenait que la grande manifestation contre la Peur organisée à Bruxelles était annulée par le Ministère de l'Intérieur. Les concerts du même jus, dont celui de Johny Halliday ont été également «à plus tard».

Is sont très peu, même chez les intellectuels les plus originaux, à prôner comme nous le faisons la reconnaissance diplomatique de Daech...

En effet, quand on combat un ennemi lointain qui vous frappe sur votre sol à l'aveugle, si vous refusez de pulvériser son territoire vous n'avez qu'une seule politique à adopter et elle sera forcément double. Sur votre territoire vous éliminerez physiquement et préventivement tous les terroristes avec la dernière violence, puis vous déporterez massivement les suspects.... Et ensuite, en même temps, en fait, vous négocierez des gentillesses avec la base arrière du terrorisme !

Naturellement, la République fait aujourd'hui tout le contraire de cette politique que Kémal Ataturk avait appliqué envers les communistes turcs qu'il massacra au lendemain de sa visite chez Staline.

La république s'apitoient sur ceux que l'on suspecte et qui s'entrouvrent gênés dans leur vie sociale... Ensuite elle importe chaque jour davantage de musulmans sur son sol, y compris des Talibans qui fourmillent joyeusement au milieu des contingents de «réfugiés afghans»... Elle plaint aussi par avance le malheureux ancien terroristes qui, dans trente ans, devra rendre ses papiers français si l'Islam ne l'a pas emporté à cette époque.. Enfin, elle ne déporte personne, elle laisse les esprit «mariner», et, surtout, elle met un point d'honneur à laisser ses djihadistes nationaux revenir à la seule condition de quelques grimaces concédées devant une cellule de déradicalisation..

Déradicalisation ou dératisation ? La République semble avoir choisi. Ses forces ne la portent alors que vers une guerre verbale ou à de lâches bombardement ciblés prétendument propres..

Ce manque de protection minimale de ses intérêts vitaux, la république le paiera cher... Mais en attendant, la vie des Français bascule dans le stress... et celle des immigrés ne vaut guère mieux...

Alors qu'un déchainement de violence d'Etat limité dans le temps contre les musulmans de France pourrait donner de bons résultats si cette opération purement militaire était doublée d'une mansuétude diplomatique qui la compenserait immédiatement et l'autoriserait même, La République a choisi les rodomontades, les incantations creuses et, surtout, de laisser sa population affolée déposer des bougies, des bougies, et encore des bougies...

Ces superstitions ne font évidemment que révéler un profond désarroi alors qu'il suffirait d'un bon coup de volant dans un sens, suivi d'un autre coup de volant dans l'autre sens, pour remettre la France sur la route... Car enfin, à l'échelle de notre histoire, ces quelques terroristes mal organisés, aux abois souvent, ratant la plupart de leurs attentats, ne sont sur notre route pas autre chose qu'un nid de poule !

...Un grand coup de volant dans un sens, et un autre dans l'autre sens... mais surtout ne criez pas, cela réveillerait vos enfants derrière... et cela paniquerait votre femme... Enfin, ne descendez pas de la voiture pour si peu et répétez vous cette vérité : ces terroristes ne sont pour l'instant pas autre chose qu'un nid de poule !

Quand ils s'expriment sur la vieille Europe les médias américain, tels que Fox News, perdent subitement toute précaution oratoire, tout frein, toute langue de bois...

Le regard américain sur Bruxelles...

Avant même les derniers attentats et l'arrestation d'Abdeslam Salah, la télévision américaine s'interroge : Bruxelles sera-t-elle la première capitale musulmane de la vieille Europe ?

L'islamisation de la vieille Europe inquiète à juste titre les Américains. Quelle sera la première de ses capitales à compter une majorité de musulmans, telle est la question que la chaîne Fox News se posait de façon prémonitrice dans un court reportage du 24 mars 2009.

Bien sûr le ton de la chaîne américaine contraste avec celui de nos télévisions. Non seulement parce qu'il est volontiers direct, voire brutal, mais aussi tout simplement parce qu'il ose traiter d'un sujet que nos médias télévisuels, adeptes en la matière du circulez, il n'y a rien à voir, taisent avec un zèle que d'aucuns pourraient qualifier de lâcheté.

C'est que, voyez-vous, il ne faudrait surtout pas faire « le jeu de l'extrême-droite », donner l'impression de « participer à la lepénisation des esprits », prêter le flanc à des soupçons de « racisme », se voir accuser « d'islamophobie » et faire des « amalgames » qui nous « rappellent les heures les plus sombres de l'histoire ». Aussi le beau petit monde des médias européens préfère-t-il s'enfouir la tête dans le sable. Et le téléspectateur est prié d'en faire de même.

Dites que Mohammed est le prénom le plus donné aux nouveaux nés depuis plus de 20 ans à Bruxelles et que la capitale belge devrait être majoritairement musulmane d'ici 15 ans selon les projections démographiques, et l'on vous regardera avec des yeux ronds et incrédules comme si vous



prétendiez avoir croisé un éléphant rose...

C'est dire si cette semaine à Bruxelles le réveil à la réalité a été brutal. Car les faits sont là. La mort et le sang sont là.

Depuis les années 1980, Mohamed est le prénom le plus donné aux nouveaux nés dans la région de Bruxelles-Capitale. (Source : Statbel palmarès des prénoms : années 80-89 – années 90-99 – années 2000-2001 – années 2002-2007)

Aujourd'hui sept des dix premiers prénoms du classement sont d'origine arabe ou à la mode auprès des familles arabes (idem chez les filles). (source : Statbel Palmarès des

prénoms Bruxelles-Capitale 2002-2007 garçons – filles)

Un tiers de la population de Bruxelles-Capitale est musulmane. (source : Reuters). Mais elle est déjà peuplée à 45% d'immigrés, c'est-à-dire de musulmans pratiquants, de musulmans non-pratiquants, et d'autres religionnaires venus du tiers-monde..

En raison de leur natalité, «les musulmans seront majoritaires en 2030», selon Olivier Servais, sociologue et anthropologue des religions à l'UCL. (Source : Reuters).

Dans le fameux reportage de 2009, qui ouvrit les yeux des américains sur l'hypothèse d'une prise de contrôle des

musulmans sur la capitale européenne, le maire socialiste de Molenbeek, aujourd'hui au centre la polémique, déclare au journaliste américain : «Soyez réaliste, ils sont là, ils sont relativement nombreux, et de plus en plus nombreux. Voulez-vous que vos enfants et vos petits-enfants vivent une certaine forme de guerre civile ?»

Ainsi, le fatalisme semble installé depuis longtemps déjà... A Bruxelles comme dans la plupart des métropoles européennes.

Bernard Gendon

Source : <http://www.bivouac-id.com>

De plus en plus d'informations diverses font finalement construit une certitude : les islamistes pensent à un attentat nucléaire. Ils ne pensent même plus qu'à cela pour espérer gagner leur guerre...

Vers un attentat nucléaire islamiste

par Marie-Cécile Crevelle



Au moment où les deux centrales belges bénéficient d'une protection renforcée, un agent de sécurité dans le nucléaire a été tué jeudi soir à Charleroi, rapportait hier samedi La Dernière Heure, un journal qui pourrait un jour porter son nom à merveille...

Le parquet fédéral a néanmoins précisé que la piste terroriste était écartée et que le badge de l'agent n'avait pas été volé, contrairement à ce que relayait la DH. Les motifs de ce meurtre ne sont pas encore définis mais les enquêteurs pensent à un cambriolage qui aurait mal tourné ou à un crime pour des raisons privées.

Il reste que les attentats qui ont frappé Bruxelles le mardi 22 mars font craindre pour la sécurité des cen-

trales. Selon les informations de médias locaux et internationaux, vendredi, la cellule terroriste responsable de ces attaques avait prévu de fabriquer une « bombe sale » radioactive.

En effet, un physicien du Centre d'études nucléaires (CEN) de Mol, près d'Anvers, avait été espionné par les terroristes.

Vendredi, le patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait appelé les Etats à « renforcer la sécurité nucléaire » face au risque de « terrorisme nucléaire », quelques jours après les attentats djihadistes qui ont ensanglanté Bruxelles.

La prise de contrôle d'une centrale nucléaire par des mouvements djihadistes via l'internet pourrait également devenir une réalité « avant cinq ans », a admis ce samedi le coordina-

teur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme, Gilles de Kerchov dans La Libre Belgique.

Le spécialiste évoque notamment la prise de contrôle du « centre de gestion d'une centrale nucléaire, d'un centre de contrôle aérien ou l'aiguillage des chemins de fer ».

La miniaturisation des explosifs mais également la connaissance accrue des combattants de l'Etat islamique dans les biotechnologies constitueraient de réelles menaces pour l'avenir.

En France, à la veille d'une campagne électorale décisive, il n'y a guère que le Lys Noir, hostile au nucléaire civil, pour faire campagne depuis plusieurs mois sur le thème de la nécessaire préparation politique à un attentat nucléaire...

(Suite page 8 et 9)



Le 17 février dernier, La DH révélait déjà que le directeur du programme de recherche et de développement nucléaire belge avait été espionné par la désormais fameuse cellule terroriste de Mollenbeek.

Le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, n'avait alors pas jugé utile de relever le niveau de sécurité de nos centrales nucléaires du pays. Ce n'est que deux semaines plus tard que des militaires avaient été déployés aux pieds de nos installations nucléaires...

Posée tardivement à la suite des attentats du 13 novembre 2015, la question de la sécurité autour des centrales nucléaires demeure plus que jamais d'actualité et risque encore de faire couler beaucoup d'encre. En effet, la Belgique et la France ont aujourd'hui dépassé depuis peu stade de l'anticipation pour une frayeur bien réelle.

En effet, au début du mois d'août 2015, toujours en Belgique, une mystérieuse main a ouvert une vanne et laissé s'échapper 65 000 litres d'huile dans la turbine à vapeur de la centrale de Doel exploitée par Electrabel (Engie), un équipement situé dans le bâtiment adjacent au réacteur nucléaire. Les enquêteurs ont acquis la conviction qu'il s'agit d'un sabotage.

Par ailleurs, le JDD signalait dans son édition du 22 novembre 2015 le cas d'un ingénieur chimiste converti

à l'islam en 2010, il avait demandé, en septembre 2012, un local pour la prière. Une demande qui avait été accordée par EDF, relate l'hebdomadaire Secrétaire de l'association en charge de la gestion de la mosquée de Cherbourg depuis 2014, ce salarié a néanmoins été signalé aux services de renseignement par la sécurité de la centrale nucléaire normande qui le suspectait...

En septembre 2015, une simulation d'intrusion de djihadistes était organisée à Golfech par le GIGN ! L'objectif de cette manœuvre grandeur nature devait mettre à l'épreuve les hommes du PSPG, l'unité spécialisée 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à la protection de ce site particulièrement sensible du département.

Le spécialiste Michael Rühle mais aussi le sociologue Pierre Jacquot sont parmi ceux qui développent la thèse que dans une logique de la guerre, une puissance ennemie sera bien évidemment tentée de détériorer et de mettre hors service les centrales nucléaires, afin de priver le pays rival d'électricité, mettant ainsi à mal tout les moyens de télécommunication, et provoquant la panique des habitants qui voudront se mettre à l'abri de la radioactivité.

Par la qualité de ceux qui la prévoient, l'attaque contre une centrale nucléaire est désormais une option

plausible y compris pour les services de l'Etat.

Déjà en 1972, des pirates de l'air ayant détourné un avion de ligne américain avaient menacé de projeter l'appareil sur un réacteur nucléaire dans le Tennessee.

En 2012, des explosifs étaient retrouvés au cours d'un contrôle de routine, par des chiens renifleurs, cachés sous un camion, dans l'enceinte de la centrale atomique de Ringhals, la plus grande de Suède. Cette alerte a déclenché un renforcement de la sécurité dans les trois centrales que compte la Suède.

Un autre scénario envisagé par les spécialistes : l'utilisation d'une « bombe sale » radiologique, dans laquelle une matière non fissile mais hautement radioactive est mélangée à un explosif conventionnel, comme du TNT. L'explosion disperse la matière radioactive en ne provoquant que relativement peu de victimes, mais en contaminant une vaste superficie. Si une telle bombe devait exploser dans une grande ville, les effets à long terme des radiations rendraient des parties entières de celle-ci inhabitables, entraînant d'énormes dommages économiques. C'est pour cette raison que la bombe radiologique est appelée « arme de déstructuration massive », plutôt que de destruction massive.

(Suite page ci-contre)

La conception d'un tel engin est considérée comme facile. Qui plus est, en mars 2002, les autorités américaines ont arrêté un homme suspecté de mettre au point de tels engins pour al-Qaïda. Et, en novembre 2007, les autorités slovaques ont procédé à la saisie de poudre d'uranium suffisamment enrichie pour être utilisée dans une bombe radiologique.

Tout cela conduit évidemment de nombreux experts à conclure que, pour les tenants d'une «djihad nucléaire», la «bombe sale» pourrait fort bien représenter l'option la plus aisément accessible.

Dans son ouvrage de 2003 intitulé «*Traité sur la loi des armes de destruction massive contre les incroyants*», un érudit saoudien radical soutient que, puisque quelque dix millions de musulmans ont été tués par des Américains, tuer le même nombre d'Américains est permis, y compris en utilisant des armes de destruction massive. Une telle fatwa accorde dans la pratique un chèque en blanc au meurtre de masse.

Dans ce contexte, les déclarations de certains islamistes, dont des physiciens aux sentiments religieux fervents qui affirment que les armes nucléaires du Pakistan «*appartiennent aux musulmans*», prennent désormais une nouvelle signification inquiétante.

Il n'y malheureusement plus aucun doute qu'al-Qaïda et Daech consentent aujourd'hui d'importants efforts pour acquérir des matières nucléaires. C'est même pour l'EI, bousculé par des bombardements incessants et meurtriers de la part de toutes les grandes puissances, une course de vitesse semblable à la course de Hitler vers ses «nouvelles armes» avant sa chute.

Pour Jürgen Todenhöfer, journaliste allemand qui a passé dix jours complets en immersion au sein de l'Organisation terroriste de l'Etat Islamique : «*L'Occident ne mesure pas la gravité de la menace nucléaire. L'Etat islamique Daech est beaucoup plus dangereux et organisé que nous le pensons*». Jürgen Todenhöfer ajoute aussitôt : «*Daech planifie une sorte*



d'holocauste nucléaire contre l'Occident, afin d'éradiquer tous les non-croyants, ce sont 500 millions de personnes que compte exterminée Daech.».

Marie-Cécile Crevelle

Dans un rapport édité au lendemain des attentats de Paris le 13 novembre dernier, le Parlement européen enjoint aux Etats membres de l'Union européenne de se préparer à l'éventualité d'une attaque de la part de l'Etat islamique au moyen d'armes nucléaires, radiologiques, biologiques ou chimiques (NRBC) en Europe et d'en informer les populations afin de prendre les mesures adéquates. Le rapport s'appuie sur les recherches de Nomi Bar-Yaacov, chercheur à Chatham House et de Wolfgang Rudischhauser, directeur du Centre de l'OTAN traitant des questions de non-prolifération des armes de destruction massives (ADM).

L'EUROPE, VÉRITABLE PASSOIRE POUR LES SUBSTANCES NRBC

Wolfgang Rudischhauser fait remarquer que des armes chimiques et biologiques ont été introduites illégalement en Europe. Chaque année, ce sont quelque 150 cas de trafic d'armes nucléaires qui sont rapportés, alors qu'Interpol souligne dans ses rapports

mensuels de renseignement sur les substances NRBC de nombreuses tentatives d'achat, de trafic ou d'utilisation de telles armes sur le territoire européen. L'aspect le plus inquiétant de ce phénomène est que ces substances ont été introduites en Europe sans être interceptées.

L'empoisonnement à la matière radiologique du dissident russe Alexander Litvinenko, mort à Londres en 2006, atteste de la présence et de la libre circulation de ces substances sur le sol européen.

L'ÉTAT ISLAMIQUE DISPOSE DES MOYENS DE VALORISER LES SUBSTANCES NRBC

Les ressources annuelles de l'Etat islamique sont estimées à 2,9 milliards de dollars, alors que le trafic de pétrole lui rapporte environ 40 millions de dollars par mois. Il dispose par conséquent des moyens financiers nécessaires à l'acquisition de substances NRBC et à l'emploi de personnes capables de les transformer en armes de destruction massive. En août 2014, un document de 19

pages, décrivant le procédé de développement de la peste bubonique pour en faire une arme, a ainsi été retrouvé dans l'ordinateur portable d'un diplômé tunisien en physico-chimie combattant pour l'Etat islamique.

Le rapport du Parlement européen montre par ailleurs que l'Etat islamique a recruté des centaines de combattants d'origine étrangère, dont des physiciens, des chimistes ou des programmeurs qui auraient les compétences nécessaires pour fabriquer des armes NRBC.

TOUTE LA PANOPLIE DES ARMES NRBC : NUCLÉAIRES, RADIOLOGIQUES, BIOLOGIQUES ET CHIMIQUES

De fait, le rapport demande aux différents gouvernements de l'UE de veiller particulièrement sur les sites sensibles dans lesquels des individus radicalisés pourraient travailler, que ce soit des usines de traitement des eaux, des centrales nucléaires ou des entreprises de l'industrie chimiques. Ils pourraient ainsi

mettre à profit leurs connaissances des lieux pour commettre des attentats au moyen de ces armes NRBC.

Le même rapport recommande le filtrage des djihadistes revenant de Syrie ou d'ailleurs et ayant des connaissances en matières de substances NRBC. Au lendemain des attentats de Paris, Manuel Valls a déclaré qu'il fallait s'attendre à tous types d'attentats terroristes, y compris les attaques d'ordre chimique ou bactériologique. Un arrêté autorisant plus largement le stockage d'un antidote contre les neurotoxiques organophosphorés (VX, sarin, etc.) a été publié dès le 14 novembre.

Il n'en reste pas moins que la publication d'un tel rapport atteste de la faillite de l'Union européenne en termes de sécurisation de son territoire : l'espace Schengen est une véritable passoire que ce soit pour les clandestins ou pour les armes.

Nicklas Pélès de Saint Phalle

Dans son roman «Soumission» Michel Houellebecq évoquait la chute de la France mais également de la Belgique dans les mains de musulmans d'abord «modérés»...

Bruxelles anticipation qui devient vrai...

Déjà, dans son dernier roman "Soumission" (traduction française du mot "Islam") Michel Houellebecq décrivait une France partiellement islamisée et livrant, en 2022, tout à fait démocratiquement, sa destinée à un Président de la République musulman soutenu par un "Parti Musulman" qui défend l'islamisation de la société française.

Les femmes y disparaissent du marché du travail, la Sorbonne devient une université islamique, l'Union Européenne sous la poussée de la France intègre le Maroc, les juifs français quittent en masse le pays.

L'écrivain y fait, également, la part belle à la Belgique voire à la belgitude désormais musulmane. Même si il est perçu par beaucoup comme une fiction politique, "Soumission", paru le matin même des attentats de Charlie Hebdo, résonne pour certains comme un roman d'anticipation voire un livre visionnaire.

D'autres romans ont, il est vrai, prédit l'avenir. Georges Orwell annonçait dans "1984" l'émergence d'une société fictive qui, par beaucoup d'aspects ressemble à la nôtre. Isaac Asimov dans ses romans de science-fiction décrivait, il y a plus de 50 ans, les GSM, Skype et Internet. Les romanciers sont donc parfois d'excellents devins. Alors Houellebecq nouveau prophète ?

Dans le livre de Houellebecq, Wallons et Flamands paralysés par leur antique opposition à propos de Bruxelles, ont été marginalisés d'abord à Bruxelles où la majorité de la population y est devenue musulmane...

Houellebecq écrit «Alors que les partis nationalistes fla-

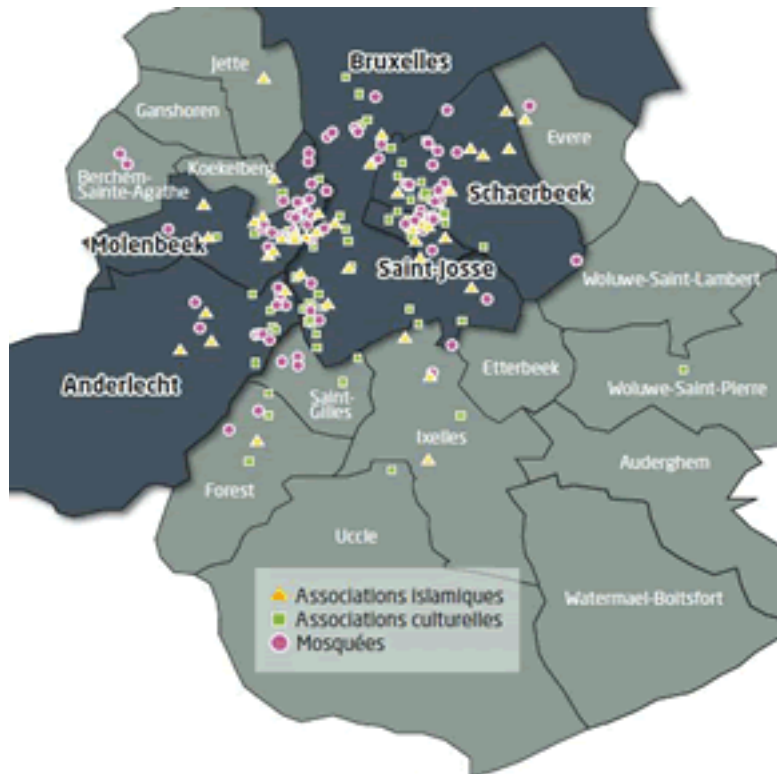
mand et wallon, de loin les premières formations politiques dans leurs régions respectives n'avaient jamais réussi à s'entendre ni même à engager véritablement un dialogue, les partis musulmans flamand et wallon, sur base d'une religion commune, étaient très facilement parvenus à un accord de gouvernement" (Michel Houellebecq, Soumission, p.278).

L'islamisation de Bruxelles ne peut plus échapper au regard.

A Molenbeek, par exemple, 21 conseillers communaux sur 46 sont d'origine musulmane. S'ils se regroupaient dans un seul parti ils auraient la majorité relative...

D'ailleurs, selon Chemsî Cheref-Khan, docteur en Droit, un des doyens

(1963) de l'immigration musulmane en Belgique interrogé par notre confrère belge «Le Vif» déclarait en mars 2015, après la sortie du livre de Houellebecq : « Une prise de pouvoir "musulmane" n'est pas possible en Belgique, pas pour tout de suite, mais à Bruxelles oui. D'ores et déjà la moitié des élus socialistes de la Région bruxelloise sont d'origine musulmane. Et il y a les fameux 17 sièges réservés aux Flamands à Bruxelles. Or, de plus en plus d'enfants issus de l'immigration musulmane suivent l'enseignement flamand. Demain l'élite néerlandophone de la capitale sera musulmane. Il ne tiendra qu'à un fil alors que les 17 élus "flamands" soient des musul-



En Région bruxelloise, 75 % des institutions musulmanes se concentrent dans 5 communes.

mans. Avec l'accroissement naturel de la proportion des élus musulmans dans les partis francophones, le seuil des 45 députés, qui représente la majorité absolue, est un objectif tout à fait réaliste...»

Quant au fait que ces musulmans sont néanmoins éclatés dans différentes formations politiques, Chemsî Cheref-Khan ajoute : «Lorsqu'ils se rendront compte qu'ils peuvent obtenir le pouvoir, ils le feront, parce qu'ils subiront la pression des mosquées.»

En 2008 un sondage sur la pratique religieuse à Bruxelles, réalisé pour La Libre Belgique, la radio RTBF et l'université catholique de Louvain, analysait déjà le phénomène : un tiers

des Bruxelles islam, tandis que le taux de natalité des adorateurs d'Allah par rapport à la moyenne du pays, laisse présager que les musulmans seraient majoritaires au cœur de l'Union européenne en 2030... c'est à dire demain..

A la même époque, le site Al-kanz.org rappelait d'ailleurs que Mohamed était le prénom le plus en vogue dans les maternités bruxelloises et que sur les dix prénoms les plus donnés aux nouveaux nés, sept étaient d'origine arabe. EN 2016, c'est 80% des nouveaux nés des maternités de Bruxelles qui sont d'origine musulmane.

(Suite page ci-contre)

A Bruxelles, les panneaux électoraux parlent déjà d'eux-mêmes... L'islamisation de la ville par voie démocratique semble désormais irrésistible.

du roman de Houellebecq



Bien sûr, es sociologues immigrationnistes relèvent que la pénétration musulmane est encore faible dans les provinces de Flandre occidentale (1,3%), Luxembourg (1,4%) et Namur (1,6%). Cela dit, les petites communes de (9667) Horebeke et (3717) Herstappe seraient les dernières du pays à ne pas compter de musulmans...

C'est ainsi que le roman de Houellebecq prend réalité, non pas tant en France qu'en Belgique où aucune opposition politique, sinon le séparatisme

flamand, ne s'est dessinée jusqu'à présent...

Néanmoins, à Bruxelles la démographie pousse inexorablement, au point que le scénario d'une prise de pouvoir démocratique ne peut plus être écartée...

D'ailleurs, selon Chemsî Cheref-Khan, docteur en Droit, un des doyens (1963) de l'immigration musulmane en Belgique interrogé par notre confrère belge «*Le Vif*» déclarait en mars 2015, après la sortie du livre de Houellebecq : «*Une prise de pouvoir*

"musulmane" n'est pas possible en Belgique, pas pour tout de suite, mais à Bruxelles oui. D'ores et déjà la moitié des élus socialistes de la Région bruxelloise sont d'origine musulmane. Et il y a les fameux 17 sièges réservés aux Flamands à Bruxelles. Or, de plus en plus d'enfants issus de l'immigration musulmane suivent l'enseignement flamand. Demain l'élite néerlandophone de la capitale sera musulmane. Il ne tiendra qu'à un fil alors que les 17 élus "flamands" soient des musul-

mans. Avec l'accroissement naturel de la proportion des élus musulmans dans les partis francophones, le seuil des 45 députés, qui représente la majorité absolue, est un objectif tout à fait réaliste.»

Quant au fait que ces musulmans sont néanmoins éclatés dans différentes formations politiques, Chemsî Cheref-Khan ajoute : «*Lorsqu'ils se rendront compte qu'ils peuvent obtenir le pouvoir, ils le feront, parce qu'ils subiront la pression des mosquées.»*

Marie Cécile Crevelle

Apologie de la partition



Les deux mythes «républicains» de l'indivisibilité du territoire intérieur et de l'intangibilité des frontières internationales sont devenu au fil du temps, avec l'Otan, les principaux facteurs de guerre... Toutes les guerres contemporaines en découlent..

Pourtant, sans aller jusqu'à cultiver l'ethnisme de l'idéologue occitaniste François Fontan, il faut bien reconnaître que l'intrediction d'etoute partition par «la communauté intrenationale» ne faut que prolonger et cancériser les conflits.. pour le sul inté^t de la puissance impérale qui semble prendre plaisir au chaos suscité par l'impossibilité laissée à l'Histoire de régler les conflits par traités et accords...

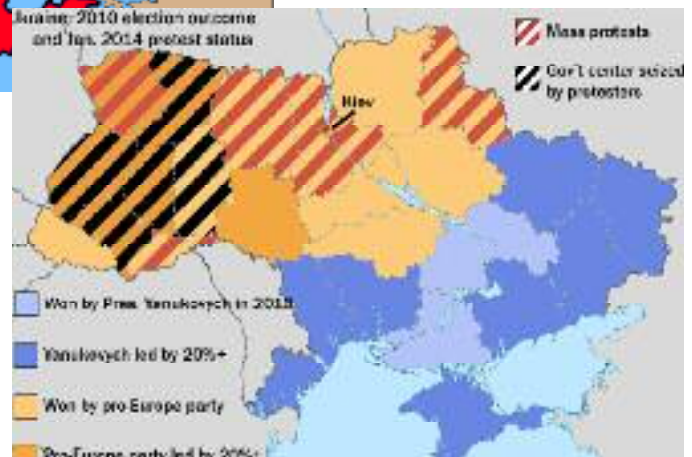
Contrairement au démantèlement d'un Etat cohérent ou à l'implosion d'un Etat fédéral, la partition vise à organiser une situation géopolitique naturellement diversifiée, ou bien encore à rompre l'homogénéité d'un bloc géopolitique moderne, tel que le grand ensemble pangermanique, sous contrôle prussien. En bref, la partition a pour objectif de réguler et d'équilibrer la situation géopolitique d'un territoire. Elle n'est cependant pas synonyme d'explosion ou bien d'archipel de petits Etats. Ce que l'on peut, en revanche, opposer justement à la notion de partition est le mouvement d'homogénéisation étatique et la constitution d'un grand Etat national, l'exemple topique de ce courant (non achevé) étant le mouvement pangermanique d'unification allemande sous une seule égide.

À l'inverse, l'existence d'un grand Etat fédéral, se composant de nombreux vestiges politiques d'anciens Etats féodaux et formant un ensemble plus ou moins cohérent, ne s'oppose nullement au principe de la partition. Ainsi, l'Empire des Habsbourg fut-il la tentative d'une structure organisant la partition de la région danubienne. La famille de Habsbourg-Lorraine eut ainsi pour

rôle d'unifier de façon non-jacobine des provinces aux populations différentes ethniquement, linguistiquement et religieusement. La grande diversité régionale fut toujours respectée par la Monarchie, couronnant cet ensemble. Seules les violentes velléités nationalistes au XIXème siècle freinèrent quelque peu l'harmonie de l'Europe sud-orientale sous domination habsbourgeoise.

En effet, contrairement à l'historiographie officielle, la fin de la grande monarchie fédérale n'était pas due à une incohérence présumée de l'ensemble territorial, mais bien à une logique anti-partioniste. Au lieu de promouvoir les différences et la diversité régionale au sein d'un ensemble couronné, la Première Guerre mondiale vit le renforcement, soutenu par les ennemis de la Triple Alliance, des groupes nationalistes, souhaitant constituer de minuscules Etats jacobins partout dans la région.

Le démantèlement de l'Autriche-Hongrie ainsi que la constitution d'une grande Allemagne davantage unifiée, qui découlèrent tous deux de la défaite des puissances centrales durant la Grande Guerre, eurent ceci en commun qu'ils marquaient une victoire de la modernité géopolitique, faisant



la part belle au principe des nationalités.

La grande Allemagne de la république de Weimar fit triompher le pangermanisme nationaliste allemand, au détriment des vieux Etats allemands (Bavière, Bade, Wurtemberg, etc.), rompant avec la vieille partition organisée issue du Saint Empire romain germanique. De façon parallèle, l'explosion de l'Empire des Habsbourg-Lorraine en 1918 fit-elle triompher ce même principe des nationalités à travers des caricatures d'Etats, qui se divisèrent après la chute du rideau de fer (Tchécoslovaquie et Yougoslavie) ou dont les frontières n'ont jamais fini de causer des troubles (notamment entre la Hongrie et la Roumanie).

L'Autriche-Hongrie fut sacrifiée et la plus grande victime géopolitique de la

Première Guerre mondiale, alors qu'elle représentait l'exemple réussi de partition organisée. D'ailleurs, le dernier Empereur Charles Ier, apôtre de cette partition organisée, portait un projet de réforme partitioniste de son pays. Celui-ci souhaitait en effet élargir les bienfaits du compromis hongrois de 1867, qui avait accordé au Royaume de Hongrie une large autonomie, aux autres composantes de l'Empire, à commencer par les Tchèques.

Malheureusement, la guerre empêcha ces réformes (pour réformer, il aurait fallu la paix, pour gagner la guerre, il aurait fallu réformer...) et l'explosion programmée de l'Empire pour de sombres raisons, mit fin à la tentative d'un grand Etat partitioniste au coeur de l'Europe, dirigé par une sainte famille catholique.

Vincent Lefebvre

En Bavière, tout est différent du reste de l'Allemagne... le catholicisme majoritaire, une famille royale estimée, les Alpes, Le bassin danubien, le conservatisme, un parti spécial, l'autonomisme assumé, et même un dialecte national : l'auströ-bavarois encore largement utilisé...

Bavière, mon amour



Les Bavarois se rebellent contre la chancelière Angela Merkel. Depuis que cette dernière a reçu un prix de la part d'une survivante de la Shoah pour sa gestion héroïque, humaniste, tolérante (etc.) de la crise des migrants, la chancelière ne veut plus transiger sur son ouverture d'esprit. « Non, l'Allemagne ne retombera pas dans ses vieux démons populistes. On sait trop où cela a mené. » Qu'importe que la cote de popularité d'Angela Merkel soit en chute libre, alors qu'elle avait résisté à tout jusqu'à présent. Qu'importe les violents et autres attouchements de masse la nuit du réveillon à Cologne et ailleurs. Qu'importe la montée du mouvement anti-islamique Pegida. Qu'importe la progression du parti populiste et anti-migrants Alternative für Deutschland. La chancelière en fait une question de principe. Les migrants resteront en Allemagne.

Si la chancelière continue à recevoir des soutiens venant des partis sociaux-démocrates sur la question des migrants, la frange droite de sa coalition commence sérieusement à lui tourner le dos. Ainsi, le parti conservateur allemand qui est composé de la CDU d'Angela Merkel et de la CSU bavaroise, réputée plus conservatrice, est en pleine division. La Bavière menace de faire sécession ! Ainsi, le 4 février dernier, le Ministre-Prési-

dent du Land de Bavière, Horst Seehofer, homme fort de la CSU, et donc de la coalition au pouvoir (la Bavière représentant démographiquement un poids capital en termes d'électeurs, au niveau de l'Allemagne), a défié frontalement la chancelière, en osant aller sur des terrains interdits.

En effet, Seehofer, contre l'avis de la chancelière allemande et du gouvernement, s'est rendu à Moscou, afin de rencontrer le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine. Durant sa conférence de presse, le Ministerpräsident du Land de Bavière, Horst Seehofer a souligné la réussite de son voyage, en constatant notamment un dialogue constructif avec Vladimir Poutine, ainsi que la reconnaissance dont jouit la Bavière à Moscou.

Le représentant de la Bavière s'est par la même occasion défendu de faire de la provocation avec cette visite de diplomatie parallèle. Mais cela n'a pas empêché les médias allemands de jeter la suspicion sur l'action de Horst Seehofer, ni les médias russes de voir dans ce voyage la première étape vers le « Crépuscule de la chancelière ». « Le rebelle Seehofer s'oppose à la chancelière des sanctions [anti-russes] Angela Merkel, ce genre d'histoire plaît aux russes. La chancelière est en effet désormais aussi détestée en Russie que le Président des Etats-Unis Barack Obama, elle y est considérée une esclave des américains. » écrit ainsi Benjamin Bidder, journaliste au Spiegelonline.

À l'accusation portée par les journaux allemands d'avoir été instrumentalisé par le Kremlin, le Président du Land de Bavière répond, qu'en quarante années de vie politique, il n'avait jamais été instrumentalisé par personne, et que cela ne commencerait pas maintenant.

En réalité, les deux interlocuteurs – Horst Seehofer et Vladimir Poutine – ont tous les deux profité largement de cette rencontre. Côté russe, comme le

soulignent les médias allemands, Poutine a pu montrer qu'il compte des soutiens en Europe, y compris en Allemagne, où la coalition du CDU-CSU/SPD lui est pourtant globalement défavorable (la composante bavaroise de la droite allemande fait ainsi sécession de la coalition, en ce qui concerne les questions de géopolitique). Cette manœuvre profite cependant tout autant à Horst Seehofer et à la CSU bavaroise, qui capitalise ainsi sur le discrédit croissant d'Angela Merkel en Allemagne, sur fond de crise des migrants. En se séparant symboliquement de la chancelière, Horst Seehofer évite le risque de couler avec le navire Merkel.

Et en effet, la thématique des migrants a été abondamment discutée durant les deux heures qu'a duré la rencontre entre le chef d'Etat russe et le Président du Land de Bavière. Outre des questions économiques, et notamment des éventuels partenariats Russie-Bavière, les deux hommes ont abordé la question de l'Ukraine, source des sanctions contre la Russie de la part de l'Union européenne, la question syrienne où Vladimir Poutine a pu faire valoir les avancées russes, alors que l'intervention américaine s'était soldée par un échec et par l'aggravation du conflit, via le soutien à des rebelles islamistes de Daech ou islamistes « modérés », provoquant ainsi l'explosion du flux des réfugiés, déferlant sur l'Europe. La Bavière, justement, porte d'entrée vers l'Allemagne (et région la plus riche du pays), en tant qu'elle subit gravement la vague migratoire, est particulièrement intéressée par la solution du problème syrien et migratoire, et à ce sujet, la Russie est bien le meilleur allié que la Bavière puisse avoir.

Même si les deux hommes ont nié pratiquer là une diplomatie parallèle (les deux hommes ont affirmé que la chancelière ne s'était pas opposée formellement à la rencon-

tre ; comme si le choix avait été laissé à cette dernière...), sous couvert d'arguments économiques – bien réels d'ailleurs, 20% du commerce russo-allemand concerne la Bavière – la dimension politique et géopolitique de la rencontre est historique.

Grâce au fédéralisme allemand et à la liberté relative qu'il procure aux Länder dans la conduite de leur politique, Seehofer a pu court-circuiter la diplomatie berlinoise et ainsi avancer un pion de choix vers la levée des sanctions contre la Russie, et de façon plus générale, vers le rapprochement de l'Occident avec la Russie.

On sait, en effet, que la Bavière, vieille terre catholique d'Allemagne, s'enracine fortement dans sa tradition chrétienne, et accueille avec très peu d'entrain le mouvement de libéralisation des mœurs. En cela, la Bavière résiste à la lame de fond qui envahit l'Europe de l'Ouest : celle du progressisme avec son lot de mariage homosexuel, d'euthanasie, de théorie du genre et autres théories opposées au catholicisme traditionnel, si implanté en Bavière. Et sur ce terrain, la Russie porte aujourd'hui, l'étendard non de la résistance face à cette offensive moderniste, mais de la reconquête (certes partielle) du monde ancien, comme le révèle notamment la progression de la religion orthodoxe en Russie.

Avec la Bavière, la Russie a réussi à obtenir un soutien au sein de son nouvel ennemi en Europe, l'Allemagne. Le Land catholique rejoint ainsi la Hongrie, la Grèce et tous les partis souverainistes dans le camp de la défiance vis-à-vis des Etats-Unis et du soutien géopolitique envers la Russie, dans une géopolitique de facto parallèle. La géopolitiqueréelle en somme, contre la géopolitique légale, menée par les chefs d'Etat des grandes puissances européennes, toutes inféodées à un degré ou un autre à la ligne dictée par Washington.

Vincent Lefebvre

«Heimat» l'entre-soi allemand

Le Heimat est ce terme impossible à traduire, qui renvoie à la fois à ce que Maurice Barrès pouvait nommer la « petite patrie » mais aussi au « pays » au sens de village, et dont les contours sont difficiles à tracer, puisque le Heimat peut à la fois représenter le Bundesland ou une réalité beaucoup plus restreinte, telle que le Landkreis, équivalent de notre canton, voire le village. Le Heimat, s'il se réfère à un espace géographique, est une notion sentimentale, se référant aux lieux de son enfance, à son entre-soi en somme.

L'entre-soi, c'est ce « chez-nous » difficilement définissable. L'entre-soi a peut-être même disparu de la plupart des territoires français. « L'entre-soi ressemblait surtout à un jeu de cartes avant que l'on s'en serve. Groupes et couleurs bien séparés. Si chacun n'était pas forcément à sa place, il était à une place, jouant sa partition visuelle dans un paysage rendu singulier par les siècles et les fortes habitudes du regard commun. Personne ne venait jamais démentir l'ordonnement des choses. Nous étions TOUS conservateurs. Les choses et les hommes étaient bien rangés. » Les allemands ont su mettre un mot sur ce que les Français ne nomment que récemment : « Lorsque j'étais gosse, mon cher entre-soi était total, au point que nous ne savions pas du tout comment l'appeler. Les bonheurs qui n'ont pas de nom ne peuvent pas se défendre. »

Les Allemands ont ainsi pu défendre assez tranquillement leur Heimat. On constate, en effet, aujourd'hui en Allemagne, mais aussi en Autriche, un grand retour de cette notion clé de la culture allemande, comme le montre le fleurissement des Heimatmuseums, musées dédiés à la vie locale, ou bien encore, la réappropriation parfois folklorique des us d'antan : fêtes traditionnelles, costumes anciens remis à la mode, y compris et même surtout au sein de la jeunesse. La culture allemande sans prétention a ainsi pu survivre, et vit un certain renouveau, loin de toutes considérations politiques.

Si les allemands ont abandonné leur volonté d'hégémonie culturelle, ou même d'une culture allemande « puissante », teintée de nationalisme et définitivement condamnée après l'expérience ratée du nazisme, le repli sur le Heimat a permis une conservation d'un pan méconnu des cultures germaniques.

Si seulement les Allemands ne s'intéressaient QU'A leur Heimat, ils seraient bien plus sympathiques à toute l'Europe. Une refonte économique et politique de l'Allemagne sur la base du Heimat, correspondant grosso modo au Landkreis, permettrait un retour de la diversité germanique et donc une neutralisation de la puissance allemande mais aussi de faire s'épanouir de nouveau toute la diversité allemande.

Et si, profitant de notre intouchabilité nucléaire, nous en profitions pour diviser enfin l'Allemagne en six Etats naturels ?

L'Allemagne le grand

Sur le territoire de l'Allemagne actuelle, il est possible de dessiner six états « historiques » d'une taille moyenne de 13,5 millions d'habitants, c'est à dire presque deux fois l'Autriche ou la Suisse...

Ces 6 Etats seraient autant ou plus peuplés que la Tchèque ou la Hongrie ! Chacun pèserait économiquement le poids des Pays-Bas.

Naturellement, chacun de ces états reposerait clairement sur un ancien royaume du temps du Saint-Empire (Bavière, Wurtemberg, Hanovre, Saxe, Prusse) en laissant à la Rhénanie son particularisme et son esprit «république de Bonn»... Les dynasties de ces Etats existent d'ailleurs toujours et seraient à nouveau très utiles à l'Europe. En plus de l'Allemand de Luther, chacun de ces états parlerait évidemment son propre dialecte (Alémanique en Wurtemberg, Haut allemand en Bavière, Saxon en Saxe, franconien en Rhénanie, Bas-saxon en Basse-saxe...), comme le fait déjà la Suisse.

Deux de ces Etats au moins seraient à majorité catholique : une forte Bavière-Souabe et, surtout, une grande Rhénanie de 25 millions d'habitants...

Notons au passage que chacun coïnciderait à une géographie particulière : Danube bavarrois, Rhin supérieur pour Wurtemberg, Rhin inférieur à la rhénanie, cotebalet pour la Basse-Saxe... Ou à une identité particulière («esprit RDA» en Saxe.)...

Dans ces conditions, il est bien dommage que les alliés stupides de 1945 n'y aient pas pensé sur les ruines du Reich (sauf dans le cas de la Bavière dont le séparatisme fut mollement soutenu). Mais il n'est toujours pas trop tard pour bien faire !

Il est des constantes de la politique européenne. Celle prophétisée par Jacques Bainville sur l'Allemagne n'en finit pas de se confirmer : « C'est l'existence d'une puissante Allemagne qui empoisonne toute vie européenne » écrivait l'historien de l'Action française. Depuis l'avènement de la force prussienne, ce pays n'a cessé d'inquiéter, souvent à juste titre, ses voisins immédiats. La Prusse a, en effet, durant le XIXème siècle su s'imposer comme moteur de l'unification germanique, face à l'Autriche, la bataille de Königgrätz ou Sadowa en 1866 entre ces deux puissances, marquant la victoire du Nord sur le Sud. Quatre ans après cette bataille, l'avènement de l'Empire allemand entamait l'unification allemande sous égide prussienne, qui ne s'accomplirait paradoxalement qu'avec la défaite de la Triple Entente en 1918. Comme l'expliquait astucieusement Bainville, l'Allemagne post-Traité de Versailles vit disparaître sa diversité traditionnelle, faite de royaumes et d'Etats libres, dont le nombre avait déjà été considérablement réduit au cours du XIXème siècle, notamment après la conquête napoléonienne, qui mit fin au Saint Empire romain germanique et aux centaines de petits Etats, au profit d'une Confédération du Rhin dont les composantes se rapprochaient déjà des Bundesländer actuels. La République de Weimar fit pour la première fois l'unité réelle de l'Allemagne, facilitant la prise de pouvoir hégémonique d'Adolf Hitler sur toute l'Allemagne et au-delà, sur fond de principe des nationalités exacerbé. L'humiliation de 1945 permit anachroniquement aux Alliés de mettre en place un programme bainvil-

lien pour l'Allemagne : la partition. Cette dernière fit momentanément rebasculer le centre de gravité de l'Allemagne, non vers le Sud mais vers l'Ouest rhénan, traditionnellement francophile, l'Est prussien étant soigneusement mis sous la tutelle moscovite. La RDA, ce pays merveilleux, dont on ne comprit jamais (comme pour le régime de Vichy) s'il était productiviste mais n'y arrivait pas, ou s'il théorisait sa frugalité, savait maintenir une Angela Merkel à un poste subalterne de prof de physique-chimie. Evidemment ce pays ne parlait pas de puissance, autrement que pour rire ou pour des défilés au pas de l'oie.

Le compromis des deux Allemagne était un système stable, permettant de castrer cette dangereuse puissance allemande. La déliquescence de l'Union soviétique mit fin à cette partition, qui arrangeait tant les autres puissances européennes, et ce qui devait arriver arriva. L'Allemagne rhénane, économiquement puissante, réunifiée à la vieille Prusse, pourtant démoralisée et humiliée (les Allemands de l'Est étant moqués comme « Ossis ») permit un réveil de la pire Allemagne hégémonique, moment explosif pour la paix tranquille de l'Europe. Et Angela Merkel finit de faire chavirer le centre de gravité allemand et européen vers Berlin, se faisant au passage haïr par les peuples d'Europe pour son passage en force d'une politique austéritaire dans les autres Etats membres de l'Union européenne, allant jusqu'à se faire reprocher dans son propre pays, par les sociaux-démocrates d'avoir semé le vent en Europe, et d'être entre autres responsable de la montée du Front National aux régionales de décembre dernier.

(Suite page ci-contre)

Tant que l'Allemagne sera unie, elle sera hégémonique.. Et tant qu'elle sera hégémonique, l'Europe sera impossible à construire. L'Europe passe inévitablement par la division naturelle de l'Allemagne.

unie est encore problème européen

De fait, la République fédérale représente aujourd'hui la première puissance économique européenne et pèse ainsi de tout son poids sur les décisions politiques et économiques européennes. Et les critiques faites à son modèle social n'y font rien (comme celle virulente et pleine d'humour de Jean-Luc Mélenchon), l'Allemagne domine, et sa chute économique et sociale annoncée n'arrive pas, et ce malgré une catastrophe démographique à venir : les immigrés turcs et polonais remplaceront peut-être pour moins cher les productifs mais coûteux allemands. Gott sei dank, la castration chimique des allemands qui a fait suite à la défaite de 1945, restreint le champ de la domination allemande à la sphère économique et de politique économique. Elle reste inaudible (faute souvent de vouloir faire entendre une parole claire) sur les sujets géopolitiques, de politique extérieure, autre que pour un suivisme réservé et un pacifisme de rigueur, vu son passé. Inspirant largement la politique bruxelloise de l'Union européenne, l'Allemagne n'arrête néanmoins pas d'empoisonner la vie européenne. La sphère économique est son repli, là où elle peut exprimer tout son impérialisme refoulé.

Pourtant, il n'en fut pas toujours ainsi. Avant son avancée vers l'unification, conformément au principe des nationalités, ce que l'on nomme l'Allemagne était composé d'innombrables petits États : principautés, royaumes, comtés, abbayes... dénués d'une puissance importante, politique bien sûr, mais également économique, dans une Europe économiquement frugale. Ce vaste territoire émaillé de micro-États couronné d'un empereur élu se concentra, une fois le Haut Moyen Âge passé essentiellement sur ses propres problèmes (qu'on nous pardonne la simplification historique).

Si les restes de ces micro-États sont peu nombreux sur la scène européenne (on ne peut plus compter que deux États, à savoir le Luxembourg et le Liechtenstein, le premier en déliquescence, le second vivant un âge d'or mêlant réussite économique, convivialité, et conservatisme) en revanche, les vestiges de l'esprit partitionniste est encore vivace dans toutes les contrées de langue allemande. En effet, le Reich allemand, s'il a combattu la puissance politique des États libres, n'a pas pour autant tué ces anciens États, puisque les Bundesländer al-



lemands perpétuent avec certains aménagements modernes les vieilles frontières.

Les Bundesländer, par leur force politique, constituent encore le vivier de la politique allemande, dont il ne faut pas oublier qu'elle est une République fédérale, et non jacobine et centralisatrice. De nombreuses compétences sont réservées aux Länder : police, éducation (chaque Land ayant son programme scolaire et son Abitur), culture, aide sociale, environnement, commerce, etc. Et chaque élection « régionale » représente un enjeu majeur de la politique intérieure, bien plus médiatisé qu'en France, dans la mesure où les élections régionales allemandes n'ont pas lieu simultanément, mais Land par Land. Enfin, la chambre haute du Parlement allemand, le Bundesrat est composée des élus, issus des différents Parlements régionaux, leur accordant une place de premier plan également dans la politique nationale (le Sénat français est composé d'élus issus d'un ensemble bien plus large d'élus locaux).

Les particularismes régionaux représentés souverainement par les Bundesländer ont toujours représenté une carte de la politique allemande de la France, tant que la France avait les moyens de cette politique.

Entre fédéralisme allemand et partition, il n'y a qu'un pas, l'unité allemande étant bien jeune, et finalement toujours contestée, comme cela ressort des tensions persistantes entre Est et Ouest aujourd'hui encore, mais aussi de façon plus traditionnelle par des revendications autonomistes dans certains Länder.

Loin d'un fantasme maurasso-bainvillien, l'idée de la partition allemande est toujours latente. Des mouvements autonomistes ayant toujours existé et existant encore de nos jours : en Bavière notamment. Mais surtout, un régionalisme fortement enraciné se retrouve dans chaque Land allemand. Soutenir la partition allemande, c'est s'épargner des soucis en Europe en écartant le danger qu'Emmanuel Todd voit partout. C'est également un retour aux racines des entre-soi allemands, retour qui tourne le dos au mouvement unificateur de l'Allemagne, fiction romantique et reliquat du « stupide XIXème siècle ».

V.L et R.C

Naturellement, dans cette hypothèse, rien n'interdirait plus, qu'avec l'Autriche et la Suisse, les États allemands forment une sorte de «commonwealth germanique» sous l'égide de nos gentils Habsbourg !!!

Depuis longtemps les Etats-Unis ont fait des «fuites «et «confidences off» de leurs services de renseignement des- armes de guerre de propagande...

La Russie financerait des partis politiques en Europe



Thierry Mariani

C'est le journal britannique *The Telegraph* qui le révèle : un rapport du renseignement américain accuse la Russie de financer des partis politiques européens pour déstabiliser l'OTAN. D'après cette enquête, commandée par le Congrès américain auprès du Directeur de l'Intelligence US, James Clapper, plusieurs pays européens seraient concernés par des jeux d'influence du Kremlin, dans le but d'affaiblir le poids de l'Amérique dans ces pays, au profit de la Fédération de Russie. La Grèce, l'Italie, la Hongrie, l'Autriche, la République Tchèque, les Pays-Bas et la France notamment seraient les pays visés par cette supposée politique russe de déstabilisation.

L'enquête américaine analyse l'évolution de la position par rapport à la Russie de certains partis politiques européens durant les dix dernières années (le Jobbik en Hongrie, la Ligue du Nord en Italie, le Front National en France par exemple) et accuse le Kremlin d'être à la manœuvre de certains positionnements de ces partis. Concrètement, les autorités russes auraient profité de la désunion grandissante au sein de l'Union européenne, pour favoriser les partis eurosceptiques et, dans le même temps, pour avancer leur agenda pro-

russe : affaiblissement de l'OTAN, blocage des programmes de missiles américains en Europe (notamment relativement au conflit en Ukraine), ainsi que lobbying pour la levée des sanctions économiques contre la Russie, elles aussi dues au conflit en Ukraine.

La Russie est également accusée de contribuer directement au mouvement de défiance vis-à-vis des règles de l'espace Schengen.

De même, les visites de parlementaires européens en Crimée sont pointées du doigt. Outre la visite des députés français en juillet, menée par le député Les Républicains Thierry Mariani, des parlementaires autrichiens également, avaient visité la Crimée, et avaient pu constater l'attachement populaire des habitants de la région à la mère-patrie russe.

C'est de façon plus générale tout l'euro-scepticisme qui est accusé par le rapport d'être une politique pro-russe et partant possiblement téléguidée par le Kremlin. Le rapport montre à quel point les Etats-Unis craignent pour leur perte d'influence en Europe, à la veille de l'entrée en vigueur du traité TAFTA, qui ne manquera pas d'accroître les tensions économiques entre les deux continents, sur fond de concur-

rence accrue et de probables retombées négatives sur l'économie européenne.

Le journal britannique *The Telegraph* révèle également que des diplomates anglais et américains parlent désormais ouvertement de renouveau de la Guerre froide. Les partis eurosceptiques – dont la critique de l'Union européenne prend une ampleur historique – sont vus comme une menace par Washington.

Cela a le mérite de montrer la réalité profonde de la construction européenne. La fable de la grande Europe « pour peser dans le monde, face aux Etats-Unis » tombe face aux faits : ce sont bien les Etats-Unis qui sont à la manœuvre derrière l'intégration européenne. En effet, Washington a contribué à la construction européenne, historiquement comme un pion face au bloc soviétique, pour unifier les pays européens, dans un bloc pro-américain. Ce qui pouvait se justifier avant la chute du rideau de fer (tout comme pouvait se justifier l'existence de l'OTAN) a perdu tout son sens pour l'Europe, et l'intégration européenne ne sert désormais plus que les intérêts outre-Atlantique, comme le prouve le traité TAFTA, qui s'annonce désastreux pour notre économie.

(Suite page ci-contre)

La conséquence évidente de cette ingérence américaine dans les affaires de l'Union européenne est que les opposants à la construction européenne, pour des raisons diverses (patriotisme, défense des acquis sociaux menacés par l'Europe libérale...) se retrouvent de fait opposants de l'influence américaine. De même, la politique américaine anti-russe, dont on voit mal l'intérêt pour l'Europe est-elle contestée par ces mêmes partis eurosceptiques, cela étant une simple conséquence logique de la participation active des Etats-Unis dans la politique européenne.

Loin d'être les ennemis de l'Europe, les partis souverainistes défendent davantage les intérêts de l'Europe, en ce qui concerne la question russe. Ainsi, la levée des sanctions économiques contre la Russie est-elle demandée par ces partis, ces mesures désavantageant surtout l'économie européenne (outre le manque à gagner pour les industries européennes, la Fédération de Russie a également opéré un boycott de nombreux produits agroalimentaires européens en guise de réponse, grévant sérieusement les débouchés des agriculteurs européens), et ce uniquement pour des raisons de géostratégie américaine.

Or, dans un climat de défiance grandissante envers les institutions européennes, sur fond de crise économique, migratoire et identitaire, la « propagande russe » inquiète Washington et Londres. Ainsi Igor Sutyagin, spécialiste de la Russie au sein du Royal United Services Institute (RUSI), confie-t-il au Telegraph que la propagande russe a rarement été aussi active, et que « la campagne russe est dans une zone grise, opérant de façon couverte, et souvent légalement ».

Le même Igor Sutyagin se plaint d'une ingérence russe dans les affaires européennes ! Il avance que la Fédération russe viole les règles du droit international, ce qui pourrait prêter à faire rire, considérant les violations sempiternelles du droit international par les Etats-Unis, ainsi que par le Royaume-Uni. De la même façon, le spécialiste britannique accuse l'ambassadeur de la Russie auprès du Royaume-Uni d'avoir trop ouvertement applaudi à la victoire de Jeremy Corbyn à la tête du parti travailliste. Sans aller jusqu'à accuser Corbyn d'être financé par le Kremlin, Sutyagin lui reproche d'avoir des intérêts totalement convergents avec ceux de la Russie.

Jamais le journal britannique The Telegraph, ni les agents des services de renseignement interviewés n'apportent cependant la moindre preuve de leurs hypothèses. La seule preuve avancée est précisément celle d'intérêts convergents entre les partis eurosceptiques et la Russie. Voilà donc la dénonciation de la propagande anti-russe ramenée à l'argumentaire des pires complottistes, qui ne jurent que par de supposés intérêts convergents pour démontrer l'existence de conspirations douteuses.



Igor Sutyagin

Bien évidemment, la Russie n'interviendra jamais autant dans les affaires européennes que ne le font les Etats-Unis. Le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a trop critiqué l'ingérence américaine, notamment durant la crise ukrainienne, pour jouer le jeu dangereux d'un retour à l'envoyeur trop direct, en s'ingérant lui aussi dans la politique européenne. Le moindre début de preuve serait repris et gonflé par la propagande de l'OTAN, qui cherche à voir la main de Moscou partout où celle-ci ne se trouve pas, dans le but de discréditer les supposés bénéficiaires de ces aides russes. Que l'on repense, par exemple, à l'affaire du prêt bancaire octroyé au Front National par une banque privée russe, qui fut traité médiatiquement comme un financement du parti du clan Le Pen, directement par le Kremlin. Le procédé journalistique était bien sûr malhonnête, et rien ne corroborait l'hypothèse que le pouvoir russe avait contribué à l'octroi de ce prêt, effectué – répétons-le – par une banque privée. Le Front National avait simplement fait appel à une banque étrangère, puisqu'aucune banque française n'avait daigné leur accorder ce prêt (face aux réactions méprisantes des journalistes et politiciens du système, le site internet du parti frontiste publia les lettres de refus des banques françaises).

Dans ce climat, le soutien russe aux partis européens serait hautement risqué. En revanche, les intérêts convergents existent bel et bien, et la Russie a, en effet, tout intérêt à ce que ces partis eurosceptiques l'emportent dans leur pays respectif. Mais contrairement aux pseudo-europhiles pro-Union européenne, véritablement et directement soutenus par les Etats-Unis, l'idéologie partagée par les eurosceptiques et par la Russie, celle du souverainisme et

de l'enracinement, ne se prête guère à l'existence d'un empire mondialisé, comme c'est, à l'inverse, le cas du projet niveleur et anational de l'Union européenne américanophile.

Ainsi, l'alliance objective de la Russie et des partis eurosceptiques n'est-elle pas la copie en reflet de l'alliance des Etats européens et de la puissance américaine. En effet, cette dernière repose sur l'inégalité et l'hégémonie culturelle et géopolitique de l'Amérique, tandis que la première repose sur la souveraineté politique et culturelle.

Ceux qui tentent de laisser entendre que la Russie chercherait à prendre la place des Etats-Unis sur la face du monde, font tout simplement preuve de malhonnêteté intellectuelle. La Russie n'est pas les Etats-Unis. Jamais des fast-foods servant du borch bon marché ne fleuriront tels des Macdos bouvelard Saint-Germain. Jamais la Russie n'ira s'engager dans une guerre à l'autre bout du monde, jouer au gendarme du monde.

Le souverainisme et l'enracinement, qui sont au coeur de la pensée russe actuelle ainsi que du courant souverainiste anti-moderne grandissant en Europe occidentale, sont radicalement opposés au mondialisme antinational. À l'inverse, l'ingérence américaine, via par exemple la présence de l'OTAN en Europe, est elle bien réelle. Ainsi, les europhiles sont bel et bien les vassaux des Etats-Unis. Dès lors, l'accusation que ces derniers portent aux eurosceptiques d'être le cheval de Troie de Moscou semble donc relèver de la pure inversion accusatoire.

La main de Moscou?

Vieille lune qui brille encore...

Vincent Lefebvre

Entretien avec **Victor** Volontaire royaliste

GéoArsenal : Pourquoi est-ce que toi, militant politique en France, tu as décidé d'aller te battre aux côtés des pro-Russes dans le Donbass ?

Victor Lenta : Il n'y a eu aucune rupture. Si j'ai décidé d'aller dans le Donbass, c'est pour défendre concrètement mes idées politiques. Ce n'était pas une rupture avec mon militantisme politique antérieur en France, mais une évolution. J'ai toujours été partisan des théories d'Alexandre Douguine, d'un empire européen sans empereur, de Brest à Vladivostok. La guerre au Donbass était l'occasion, il s'agit d'un conflit au cœur de l'Europe, le moment était venu de défendre mes idées les armes à la main.

En deuxième lieu, il y a eu une raison humaine à cet engagement, je souhaitais défendre la population du Donbass, violemment attaquée par l'impérialisme américain. C'est mon côté communard : la lutte de la population agressive contre l'oligarchie.

Enfin, émergeait dans cette région d'Europe une synthèse tout à fait intéressante entre le socialisme révolutionnaire, l'orthodoxie et le nationalisme russe. Tous ces trois éléments ont été fédérés naturellement et coexistent dans une lutte commune contre l'oligarchie occidentale.

GéoArsenal : Quelles sont tes dernières nouvelles du front ? Où en est la situation dans le Donbass (octobre 2015) ?

Victor Lenta : Quand j'ai quitté le Donbass (fin septembre 2015 ndlr), l'armée ukrainienne réunissait 90 000 hommes autour de Donetsk. L'armée ukrainienne tentait de provoquer les rebelles pro-Russes à faire une erreur stratégique, c'est-à-dire à violer les accords de Minsk. En effet, ces accords sont très défavorables au gouvernement de Kiev, et Petro Porochenko, vu son échec en matière économique est tenu d'obtenir une victoire militaire. Cependant, même les occidentaux ne le suivent plus. Ainsi, la seule solution pour Porochenko serait de se servir d'un prétexte pour relancer une offensive sur le Donbass. Si une nouvelle offensive avait lieu, je pense que les lignes ne bougeraient pas beaucoup. L'armée pro-russe s'est professionnalisée et a désormais de l'expérience, elle pourrait même avoir l'avantage.

GéoArsenal : Comment s'est structuré votre combat, dans le cadre de la brigade internationale ?

Victor Lenta : Nous avons tout organisé par nous-mêmes. Très sincèrement, personne n'y croyait. On a eu beaucoup de dif-

ficultés ne serait-ce que pour arriver dans le Donbass, et une fois arrivé, notre rôle a d'abord été surtout médiatique. Les pro-Russes ont vu en nous une opportunité de médiatiser leur combat. C'est un point essentiel aujourd'hui dans une guerre que de réussir une bonne communication. Ensuite nous avons tout de même voulu nous battre réellement, et là ce fut compliqué de nouveau. Les milices pro-russes étaient très peu organisées (l'armée russe était totalement absente, contrairement à la propagande médiatique occidentale), et on a pris énormément de risques durant les combats. Maintenant la situation s'est améliorée pour les combattants internationaux, on a défriché le terrain. Ceux qui veulent s'engager maintenant ont plus de chances de réussir que nous.

GéoArsenal : Quels ont été les retours que vous avez reçus ? en France et sur place ?

Victor Lenta : En France, je suis conscient que la crise ukrainienne a provoqué une division au sein des mouvements patriotes. Un certain nombre de groupes ont soutenu les nationalistes ukrainiens par folklore nationaliste, solidarité nationaliste, sans tenir compte de la dimension internationale et géopolitique de ce conflit. De ce côté du spectre politique, certains nous ont donc combattu, mais beaucoup nous ont bien sûr soutenu. De l'autre côté du spectre, notre combat dans le Donbass a élargi notre audience. On a touché des gens qui ne nous connaissaient pas, ou seulement en termes négatifs. On a pu voir une ébauche de synthèse du mouvement révolutionnaire.

Sur place, les civils nous ont très chaleureusement accueillis. Le sens de l'hospitalité est très fort, et ce peuple qui souffre garde le moral, c'est un peuple très croyant. Je ne compte plus le nombre d'icônes orthodoxes que j'ai reçu...

Du côté des militaires, l'avis est un peu plus mitigé. Certains n'ont vu en nous qu'un potentiel de communication, plus tard certains ont vu l'intérêt militaire de notre démarche (nous étions plusieurs soldats professionnels, tandis que les milices étaient essentiellement composées de civils très peu entraînés au départ).

GéoArsenal : Peux-tu développer tes motivations profondes, idéologiques pour ta lutte anti-impérialiste ?

Victor Lenta : L'anti-impérialisme aujourd'hui est différent de celui de la guerre froide. (Che Guevara, Carlos). L'anti-impérialisme est défendu par certains Etats (la Russie, l'Irak, la Syrie notamment). La guérilla, c'est très bien et nécessaire, mais il faut aussi prendre en compte le fait géopolitique. Ça ne signifie pas que l'on est d'accord avec tout ce qui se passe dans ces pays anti-impérialistes. La Russie par exemple est sur une ligne plutôt libéral-conservatrice que socialiste révolutionnaire, mais en termes de géopolitique, elle défend le bon combat.

Quant à mes idées, je défends une Monarchie sociale en France et je prône une grande France (Québec, Louisiane) qui défend la francophonie, et ce dans une grande Europe. La grande France sera capable d'équilibrer géopolitiquement le bloc eurasiatique russe.

GéoArsenal : Tu as parlé d'une synthèse entre le socialisme révolutionnaire, l'orthodoxie et le nationalisme russe qui se produit dans le Donbass. Que penses-tu de ce que certains appellent le fusionnisme (alliance d'une certaine extrême gauche et d'une certaine extrême droite) ?

Victor Lenta : Je n'utiliserais pas les termes d'extrême gauche et extrême droite, qui sont des termes du système. Mais sur le fond, c'est exact. J'ai constaté et je défends à la fois une alliance révolutionnaire et un front de la foi. Sur le terrain dans le Donbass, coexistaient naturellement et sans tensions, les partisans du Tsar et de la Russie blanche avec des nostalgiques de l'Union soviétique. Il n'y a pas de contradictions pour eux, lorsqu'ils affichent une icône de la Vierge à côté de Lénine. Ils ont su développer et préserver l'intégralité de leur roman national. En France aussi, un tel mouvement existe, qui se réclame à la fois des Rois de France et de la Commune.

Aujourd'hui, il y a effectivement convergence de tous les opposants au nouvel ordre mondial, sur la base d'un certain nombre de points communs non-négociables : le patriotisme, la défense du peuple, etc...

GéoArsenal : Beaucoup considèrent que la Russie représente un contre-modèle aux Etats-Unis, pays libéral-libertaire. La Russie serait en pleine révolution conservatrice, laissant à la Chrétienté le soin de se redévelopper. Qu'en penses-tu ?

Sur le terrain dans le Donbass, coexistaient naturellement et sans tensions, les partisans du Tsar et de la Russie blanche avec des nostalgiques de l'Union soviétique...

Lenta

Celui que les russes d'Ukraine surnomment Hercule Poirot est revenu depuis plusieurs mois d'un long séjour dans les républiques séparatistes de l'Est de l'Ukraine.

L'ancien militant Lys Noir en disponibilité militante connaît bien Arsenal... Il nous a donc volontiers accordé cet entretien exclusif.

en Ukraine russe

Victor Lenta : Il y a une différence entre la politique économique du Kremlin et les valeurs régénératrices portées par la génération Poutine (la famille, la patrie, la foi). Dans cette société matriarcale, les femmes ont su inculquer des valeurs morales solides à leurs enfants, ce sont les femmes russes qui défendent Poutine, ce sont elles qui portent cette révolution conservatrice russe.

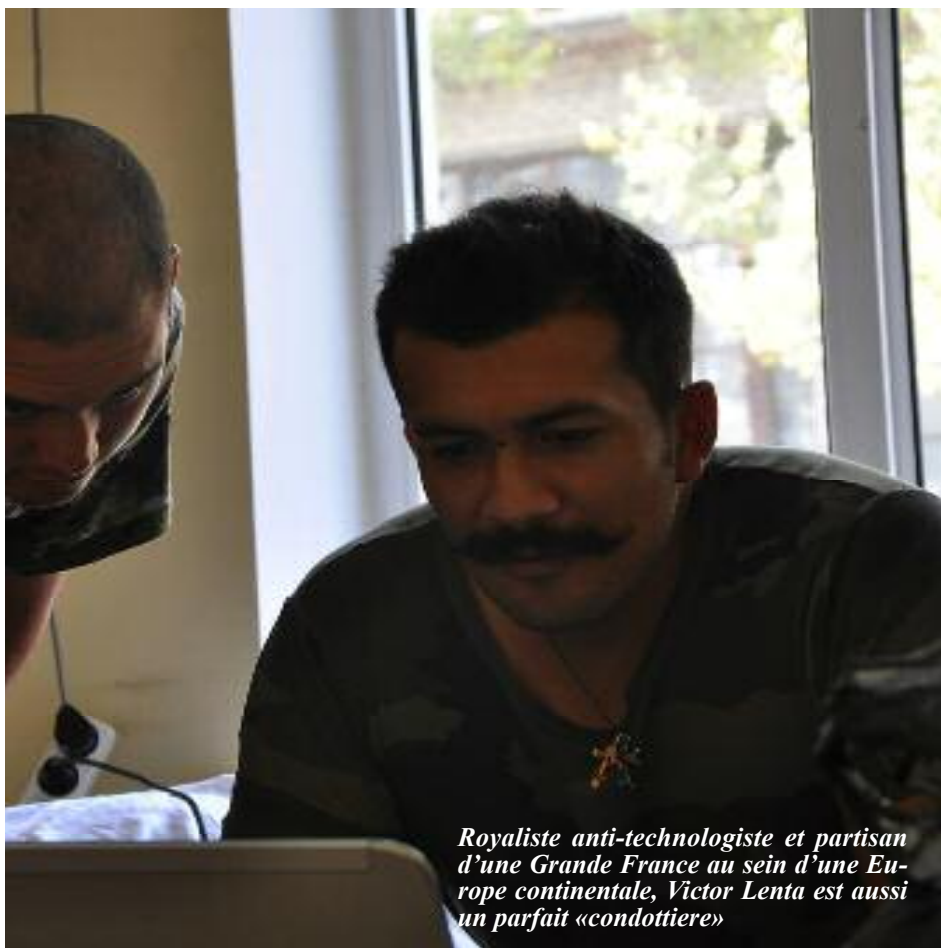
En ce qui concerne l'exportation de ce modèle russe, on peut bien évidemment s'en inspirer. On a notamment à apprendre en ce qui concerne le fait d'assumer tous les aspects de l'identité nationale (eux se revendiquent de l'URSS, alors qu'ils sont nationalistes, parce que l'URSS représente un moment de grandeur de la Russie). De même, en France, on doit pouvoir assumer les Rois, Napoléon... sans exclusive dogmatique. On peut également regarder avec envie le retour religieux de la Russie. Ils ont la foi, l'orthodoxie compte pour beaucoup dans l'identité nationale, même pour les communistes nostalgiques de l'URSS.

On peut prendre modèle sur cette renaissance religieuse, et la France devra également passer par là, c'est-à-dire par un retour en force du catholicisme traditionnel. Les Russes assument aussi leurs traditions populaires, les jeunes apprennent les chants traditionnels, les danses... tout cela est vivant, ce n'est pas un folklore. Là aussi, c'est un modèle. Enfin, je pense à la marche des immortels guidée par Vladimir Poutine. A l'occasion du 70ème anniversaire de la fin de la Grande Guerre patriotique, les Moscovites sont sortis dans les rues, en portant les portraits de leurs ancêtres morts durant cette guerre. C'était fabuleux, quand nous avons vu cela, on s'est senti porté par tout un peuple. Ce culte des héros est très présent, et faire revivre cela en France me semble primordial. Le jour où les Français sortiront avec les portraits des poilus de 1914 dans les rues, on aura fait du chemin.

Enfin, j'insiste de nouveau sur le fait que la révolution conservatrice russe est davantage le fait du peuple russe que de son gouvernement, c'est une révolution populaire. C'est le peuple qui est porteur de ces valeurs traditionnelles.

GéoArsenal : Retour sur l'Ukraine. Quelle solution vois-tu se dessiner pour ce pays ?

Victor Lenta : A minima, la fédéralisation de l'Ukraine est nécessaire. L'Ukraine n'est pas à proprement parler une nation, et l'entrisme occidental dans ce pays n'a fait



Royaliste anti-technologiste et partisan d'une Grande France au sein d'une Europe continentale, Victor Lenta est aussi un parfait «condottiere»

que provoquer une destruction de l'identité de ce pays. Vu la situation dramatique et les difficultés politiques, une partition du pays apparaît plausible et peut-être même souhaitable. Les Français patriotes qui ont soutenu

J'insiste de nouveau sur le fait que la révolution conservatrice russe est davantage le fait du peuple russe que de son gouvernement, c'est une révolution populaire.

l'Ukraine ont été leurrés. Certes, le chef des nationalistes ukrainiens a pu déclarer au début « Ni OTAN, ni Russie », mais finalement, en géopolitique, il n'y a pas de troisième voie possible, et les nationalistes ukrainiens ont rallié le clan atlantiste. Ils n'ont aucune chance. Leur modèle est celui de la Croatie nationaliste : tenter de chasser l'« occupant », puis chasser son gouvernement, mais le jour où Azov ou Pravyi Sektor se retourneront contre Porochenko, ils seront exterminés par les armées atlantistes. Sans même évoquer le fait que ces nationalistes ukrainiens ont génocidé leur propre peuple, empêchant toute réconciliation avec eux. Les habitants du Donbass sont prêts à

une fédéralisation et à une pacification, mais pas avec les criminels de guerre.

GéoArsenal : Pour finir, un petit mot sur tes projets futurs ?

Victor Lenta : Pour des raisons légales, je ne peux pas retourner en Russie ou dans le Donbass. Les Russes m'ont félicité et remercié pour mon travail, mais j'étais dans la plus totale illégalité, et ça, ils n'apprécient pas. Ainsi, pour obtenir un visa de transit pour sortir de Russie (où je suis entré illégalement depuis le Donbass, aux risques de quatre mois de prison !), j'ai dû accepter une interdiction d'entrée sur le territoire russe pour une durée de cinq ans. Mon projet à venir se trouve de l'autre côté de la Méditerranée, où la lutte contre l'impérialisme prend une autre forme. La Libye déstabilisée par l'OTAN est désormais en proie aux takfiristes de Daech. Je vais donc tenter d'apporter mon aide à ce pays en lutte, avec toute la précieuse expérience que j'ai acquise dans le Donbass

Recueilli par Vincent Lefebvre

MARIANI FÊTE PAQUES EN SYRIE.

Le député des français de l'étranger, réputé pour ses prises de position anti-atlantistes, s'est rendu en Syrie, accompagné de quatre autres parlementaires et d'une délégation comprenant entre autres Julien Rochedy (ancien Président du Front National de la Jeunesse) et Pierre Gentillet (qui après avoir quitté le parti Les Républicains, a fondé un cercle d'amitié avec la Russie), afin de célébrer Pâques avec les Chrétiens d'Orient, persécutés par les terroristes islamistes.

A l'occasion de ce voyage pascal, le gouvernement français a une nouvelle fois condamné cette initiative du député Les Républicains. Pourtant l'essentiel de ce voyage est moins potentiellement sujet à polémique que les précédents. En effet, alors que les troupes du gouvernement légitime reprennent du terrain grâce au soutien de l'aviation russe, et que Palmyre – ville symbole de l'obscurantisme dont a pu faire preuve l'organisation Etat islamique – a été reprise par Bachar El-Assad, le temps n'est plus à la contestation de la légitimité du Président syrien. Le voyage se veut avant tout une marque de soutien envers les populations, qui ont eu à subir l'inconscience occidentale.

ENTREPRISES HIGH TECH ET LGBT.

Mi-mars, le sénat de l'Etat de Géorgie, aux Etats-Unis, a voté une loi permettant aux associations, notamment religieuses de se dissocier de certains événements, dans le but de préserver leur liberté. Ainsi, un centre social, tenu par une association chrétienne ne serait plus tenu de louer ses locaux pour un mariage homosexuel, comme cela est aujourd'hui le cas, en raison de règles de non-discrimination.

Cependant, les grands groupes high-tech, tels que Apple ou Salesforce (un éditeur de logiciels) ont fait pression pour empêcher le gouverneur de l'Etat de promulguer la loi. Ainsi Salesforce menace de délocaliser dans un autre Etat plus gay-friendly si la loi était promulguée.

CENTENAIRE IRLANDAIS...

Il y a cent ans (le 27 mars 1916), 500 irlandais étaient tués au cours d'une révolte contre le pouvoir britannique. Cette insurrection avait été violemment réprimée par le gouvernement de Londres (les chefs rebelles s'étaient rendus et furent exécutés quelques jours plus tard). Si cette insurrection de 1916 n'eut pas de conséquences directes, cette répression entraîna une vague de soutien pour le courant indépendantiste, ce qui contribua à permettre la partition du Royaume-Uni en 1922.

L'AUTRICHE REFUSE LES MIGRANTS

Dans un entretien accordé au quotidien autrichien Die Presse, le chancelier social-démocrate autrichien Werner Faymann justifie son virage à 180 degrés concernant la politique d'accueil des réfugiés. « La situation a fait un virage à 180 degrés. (...) Quand on roule le long d'une route, et qu'il y a un virage, on prend le virage » a ainsi déclaré le chancelier fédéral. Faymann défend sa politique de fermeture nationale de ses frontières en raison du défaut qu'a fait l'Union européenne, incapable selon lui de réguler les flux de migrants. A défaut de solution européenne, l'Autriche doit reprendre le contrôle de ses frontières.

De même, le chancelier a déclaré que la politique de Merkel était injuste envers son

voisin autrichien. En effet, l'appel d'air causé par la politique d'accueil de la chancellerie allemande a entraîné un afflux massif de réfugiés transitant par les Balkans puis l'Autriche, causant de nombreux problèmes sur le territoire, y compris des viols dans la nuit du réveillon.

CANDIDATS À L'ONU

Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon, nommé à ce poste en 2007, arrive bientôt à la fin de son mandat (qui se termine à la fin de l'année). A cette occasion, le vice-ministre des affaires étrangères russe, Gennadi Gatilow a déclaré qu'une personnalité de l'Est de l'Europe serait bienvenue pour remplacer Ban Ki Moon. Celui-ci a cité en exemple la bulgare Irina Bokowa, actuellement secrétaire générale de l'UNESCO. La nomination d'un candidat d'Europe de l'Est au poste de secrétaire général de l'ONU serait une première dans l'histoire de l'institution internationale.

L'ECONOMIE DES «PECO» SE REDRESSE

Les économies des pays d'Europe centrale et orientale ont la cote. En effet, leur croissance s'élève à une moyenne de 3,1%, contre 1,6% pour la zone euro. Cette progression économique marque le détachement de ces pays parfois qualifiés d'émergents (notamment les pays de l'ex-bloc soviétique) de cette catégorie, pour intégrer l'Occident moderne ultra-technologisé. Bienvenue au club.

MARRE DES CHINOIS ?

Pour la venue du Président chinois et chef du parti communiste, Xi Jinping dans la capitale tchèque, des drapeaux chinois avaient été installés dans les rues de Prague. Malheureusement, des dizaines de ces drapeaux ont été saccagés et tâchés par un mélange d'œufs et de colorants bleu ou noir. Un porte-parole du gouvernement, Milos Zeman, a vivement condamné cette dégradation, n'hésitant pas à y voir un tumulte fasciste, comme celui-ci l'a déclaré sur son compte Twitter.

La visite du chef d'Etat chinois qui doit durer jusque mercredi est peu appréciée par une partie de la population, et l'installation de drapeaux communistes dans les rues, vingt-cinq ans après la chute du rideau de fer, ne passe pas. La Tchéquie ne veut pas devenir une colonie chinoise.

SANDERS REMONTE

Le candidat déclaré socialiste à l'investiture démocrate, Bernie Sanders l'a emporté dans les caucus de l'Etat de Washington et dans l'Etat de l'Alaska. Sanders est jusqu'à présent distancé par sa rivale social-libérale Hillary Clinton : cette dernière dispose de 1711 délégués contre 952 pour le sénateur du Vermont, qui devra pour parvenir à l'emporter réunir de larges majorités dans les futurs caucus.

Dans les Etats de Washington et de l'Alaska, Bernie Sanders a récolté plus de 75% des suffrages, ce qui pourrait relancer sa campagne, notamment à l'approche de caucus dans des Etats réputés difficiles pour le prétendant socialiste, défenseur du modèle social scandinave (New-York, Pennsylvanie, Maryland...).

LES ROLLING STONE AUSSI...

Qui l'eut cru ? Vendredi dernier, plus de 500 000 cubains se sont pressés au concert gratuit du groupe de Rock mythique, Rolling stones,

à la Havane. La venue du groupe fait suite à la visite du Président américain Barack Obama à Cuba, visite historique ! Après l'ouverture politique de la vieille « dictature castriste », c'est l'heure de l'ouverture culturelle.

VICTOIRE RUSSE À PALMYRE

L'armée gouvernementale syrienne poursuit son avancée contre l'Etat islamique, profitant de la trêve que le régime de Bachar El-Assad a conclu avec les « rebelles » pour reporter le plus gros de ses troupes contre l'organisation terroriste. L'armée régulière est en cela toujours aidée par l'aviation russe.

En outre, ce sont désormais des forces spéciales russes qui viennent en aide aux soldats syriens, dont le soutien a déjà permis la libération de la cité antique de Palmyre, dont les destructions de sites archéologiques avaient scandalisé l'occident.

MODE DES BURKINIS

C'est la chaîne de magasins chiques britannique Marks & Spencers qui a la première en Europe lancé l'idée : commercialiser des vêtements à la mode, et islamiquement corrects. De même, le groupe Uniqlo, toujours en Grande-Bretagne s'est-il lancé dans la vente de hijabs à Londres.

Cette commercialisation par des entreprises européennes répond à une demande d'un marché en pleine expansion, et qui devrait être un marché très porteur dans les années à venir.

REFUGIÉS AUX GRANDES ÉCOLES

Pour faire face aux importants flux migratoires, certains établissements s'engagent de manière civique, pour accorder un accueil digne aux migrants. Ainsi, Sciences Po Paris propose des cours de langues aux migrants, pour permettre à ceux-ci de mieux s'intégrer dans la société française et sur le marché du travail.

L'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) a emboîté le pas à l'institution de la rue Saint-Guillaume, puisque elle aussi s'est engagée en faveur des réfugiés, en élaborant pour ces derniers un programme spécifique en vue d'une intégration optimale.

LE GAZ AMÉRICAIN DÉBARQUE

Les Etats-Unis exploitent à outrance le gaz de schiste dont l'extraction cause de très graves conséquences écologiques (décrites avec talent dans l'avant dernier roman de l'auteur de Best Seller américain John Grisham, Gray Mountain).

Pour permettre de financer l'exploitation de ces gaz et trouver de nouveaux débouchés, les firmes américaines viennent pour la première fois de faire débarquer un cargo de gaz de schiste en Norvège, annonçant une possible rupture dans la sphère énergétique européenne.

BRUXELLES : 24 VICTIMES IDENTIFIÉES

Parmi les vingt-huit victimes des attentats de Bruxelles (le décompte à 31 victimes incluait en réalité les trois kamikazes!), se trouvaient treize belges, trois néerlandais, deux américains, une italienne, une britannique, une allemande, un chinois, une péruvienne, une marocaine. Trois victimes demeurent non-identifiées, parmi lesquelles pourrait se trouver une victime française, d'après le Quai d'Orsay.

Le travail des médecins légistes pour identifier les corps s'est révélé particulièrement difficile, en raison de la violence des explosions.